



## Sections de Haute-Garonne



Toulouse, le 5 septembre 2019

### **TOUTES et TOUS ENSEMBLE LE 16 SEPTEMBRE CONTRE LE PLAN DARMANIN : « GÉOGRAPHIE REVISITÉE »**

Les cartographies revisitées rendues publiques avant l'été ont générées dans un grand nombre de départements leurs lots d'inquiétudes, d'incompréhensions et de colère.

Nous savions bien que le pouvoir néolibéral du gouvernement voulait se débarrasser d'un maximum de fonctionnaires en un minimum de temps.

Notre vision était en dessous de la réalité proposée aujourd'hui...

La suppression de notre réseau et du service public des Finances publiques est enclenchée. Face à cela, pas de découragement ! La lutte, l'action sont des réponses qui se sont révélées efficaces par le passé et, n'en doutons pas, auront leur impact sur le projet Darmanin.

La géographie revisitée n'est qu'un des éléments traduisant un bouleversement imposé sans concertation, fragilisant les plus démunis, creusant la fracture sociale et territoriale et favorisant un désengagement global de l'État et une privatisation assumée de ses missions.

Cette bataille est donc difficile longue et âpre. Ses prémices ont ouvert les yeux à beaucoup... Passer au tribunal pour des actions collectives : du jamais vu, réprimer des manifestants en les mutilant n'était pas pratique courante, interdire de manifester à titre préventif était inconcevable... Cette « évolution » s'est construite en 18 mois sous la houlette d'un pouvoir qui semble avoir peu de limites quand il s'agit d'imposer ses choix. Contexte difficile donc, mais en même temps cet été bon nombre d'élus se sont positionnés contre le projet Darmanin.

Dans le Grand Sud-Ouest, c'est l'unanimité de la région qui a exprimé sa demande de retrait du plan Darmanin et le maintien et l'amélioration d'un vrai réseau de service public. Carole Delga pour la région Occitanie, interpelle le ministre pour qu'il s'explique sur son projet et les abandons qu'il induit. Plusieurs élu-es- locaux ont aussi interpellés pour refuser l'abandon de leurs territoires par la DGFIP.

L'action doit s'amplifier et continuer. Des HMI, début septembre, seront l'occasion de décider ensemble des luttes à mener.

Le 16 septembre doit être un moment fort de la bataille dans notre administration, faire de la DGFIP une « DGFIP morte » est nécessaire.

Soyons conscient que le 16 septembre ne peut pas être une fin en soi et que, dès le mardi 17, il faudra collectivement se poser la question de la poursuite de l'action et de son élargissement.



**Rendez-vous le lundi 16 septembre à 11 h devant la  
préfecture avec les élu-e-s.**

**Puis à midi à la direction pour une AG départementale  
autour d'un pique-nique revendicatif pour décider des  
suites de l'action.**

**Toutes et tous en grève et dans l'action.**

**Nous pouvons y arriver à force de détermination !**

**Amplifions la mobilisation pour gagner la satisfaction de nos  
revendications et l'abandon de la géographie revisitée.**